



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

entreprises d'insertion

Question écrite n° 19856

Texte de la question

M. Bernard Deflesselles * attire l'attention de M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité sur le gel des reports de crédits alloués aux structures d'insertion par l'activité économique (IAE) pour l'exercice 2002. Les directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ont donc été informés, le 14 mai dernier, qu'aucune délégation de crédits correspondants aux demandes de soldes formulées début 2003 ne serait satisfaite, et qu'en conséquence les crédits délégués pour les actions 2003 devront servir, en priorité, à couvrir les engagements financiers pris en 2002. Les entreprises d'insertion connaissent déjà des difficultés de trésorerie dues à leurs moyens limités en termes d'autofinancement. Leurs missions essentielles d'accompagnement et de réinsertion sont donc menacées. Cette décision initiée par le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire traduit l'engagement pris par le Gouvernement de ne pas dépenser en 2003 plus que les crédits votés par le Parlement. Dans ce contexte, il lui demande quelles sont les mesures envisagées pour les entreprises de ce secteur très fragile.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire appelle l'attention du ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité sur les conséquences du gel des crédits affectés à la politique d'insertion des publics en difficulté en 2003. La situation des finances publiques a exigé en 2003 une gestion très rigoureuse afin de mettre en oeuvre les orientations prioritaires du Gouvernement et de respecter les engagements communautaires de la France. Ces contraintes ont conduit le Gouvernement à procéder à plusieurs reprises à des mises en réserve, des gels et des annulations de crédits pour l'ensemble des ministères. Conscient des conséquences négatives de cette régulation budgétaire sur le bon déroulement des actions menées par les entreprises et les associations de l'insertion par l'activité économique, le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité a immédiatement demandé la levée du gel des crédits des reports pour le secteur de l'IAE, afin de garantir le plein exercice des missions assurées par les structures d'insertion par l'activité économique (entreprises d'insertion, entreprises de travail temporaire d'insertion, associations intermédiaires). Il faut par ailleurs souligner que les crédits déjà délégués aux directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle au mois de mai représentaient plus de 90 millions d'euros, soit plus du double des crédits nécessaires pour solder les conventions concernées et engager de nombreuses actions nouvelles pour l'année en cours. Enfin, le secteur de l'IAE n'a fait l'objet d'aucune mesure de restriction budgétaire en 2003. Au contraire, la pérennisation des taux de prise en charge des CES à 95 % pour les chantiers d'insertion d'une part et le déploiement d'une mesure exceptionnelle de soutien de 11 millions d'euros du FSE en 2003 pour les entreprises d'insertion d'autre part, montrent bien tout l'intérêt que le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité porte à l'insertion par l'activité économique.

Données clés

Auteur : [M. Bernard Deflesselles](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (9^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 19856

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : affaires sociales, travail et solidarité

Ministère attributaire : affaires sociales, travail et solidarité

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée le : 9 juin 2003, page 4368

Réponse publiée le : 8 décembre 2003, page 9393